



Vendredi 7 Décembre 2018

■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP XML N° 18-171194

Date d'envoi au service éditeur : 07/12/2018

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)


Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
[> Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **36**
 Annonce No **18-171194**
 Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : VILLE DE CHATEAUROUX.
 Correspondant : Gil Avérous, hôtel de Ville - place de la République - cS 80509 36012 Châteauroux Cedex, tél. : 02-54-08-35-56,
 télécopieur : 02-54-08-33-18, courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr adresse internet : <http://www.chateauroux-metropole.fr>.
 Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **etude d'évaluation, de diagnostic et de programmation relative au Centre Culturel.**

Catégorie de services : 12.

CPV - Objet principal : 79314000.

Lieu d'exécution : 15 Rue de la République, 36000 Châteauroux.

Code NUTS : -FRB03.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

marché à tranches optionnelles :

Tranche ferme : Evaluation et programme

tranche optionnelle 1 : Requalification des bâtiments

equipe comprenant un architecte ayant des références en architecture du patrimoine, et scénographique.

délai d'exécution global de 9 mois. Délai des phases à établir par les candidats

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : etude d'évaluation, de diagnostic et de programmation relative au Centre Culturel.

Des variantes seront-elles prises en compte: oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 21 mars 2019.

Cautionnement et garanties exigés : garantie à première demande pour l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : budget communal général.

paiement sous 30 jours.

les prix sont Fermes dans les conditions fixées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Avance : sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, il est prévu le versement d'une avance forfaitaire au titulaire.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : groupement conjoint ou solidaire.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont la régularité juridique, les garanties financières suffisantes et les capacités techniques et professionnelles adaptées à l'ampleur des prestations à exécuter.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48

de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix : : 45 %;

- qualité de l'équipe : jugée d'après les cv des membres de l'équipe dédiée et la description de la répartition des tâches. : 20 %;

- valeur technique : jugée d'après la note méthodologique établie par le candidat et détail du temps prévu sur chaque phase et du nombre de jours travaillés dans la dpgf : 35 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 8 janvier 2019, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : M18-068VDC.

Renseignements complémentaires : visite des lieux obligatoire. Dates prévues les 13, 20 et 27 décembre 2018. Contact : Laurent Banchereau au 02 54 08 35 25.

l'analyse des offres initiales permettra de sélectionner les trois meilleures. Les candidats sélectionnés seront invités à présenter leur offre en audition entre le 25 janvier et le 4 février 2019.

Date limite d'obtention : 8 janvier 2019, à 12 heures.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 7 décembre 2018.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Grands Projets Structurants.

Correspondant : Laurent Banchereau, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, , tél. : 02-54-08-35-18, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, , tél. : 02-54-08-35-56, , télécopieur : 02-54-08-33-18, , courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Direction de la Commande Publique.

Correspondant : Direction de la Commande Publique, null Place de la République, 36012 Châteauroux Cedex, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Limoges 1 cours Vergniaud 87000 Limoges, tél. : 05-55-33-91-55, courriel : greffe.talimoges@juradm.fr, télécopieur : 05-55-33-91-60 adresse internet : <http://www.limoges.tribunal-administratif.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics 103 bis, rue Belleville- B.P. 952 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 05-56-69-27-18, courriel : claire.gachet@direccte.gouv.fr adresse internet : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Limoges 1 cours Vergniaud 87000 Limoges, tél. : 05-55-33-91-55, courriel : greffe.talimoges@juradm.fr, télécopieur : 05-55-33-91-60 adresse internet : <http://www.limoges.tribunal-administratif.fr>.

Mots descripteurs : Etude.

Éléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : **M18-068VDC**

Classe de profil : Commune

Siret : 21360044800012

Libellé de la facture : Ville de Châteauroux Direction de la Commande publique Hôtel de Ville - CS 80509 36012 Châteauroux

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 8 janvier 2019

Objet de l'avis : Etude d'évaluation, de diagnostic et de programmation relative au Centre Culturel - 15 Rue de la République, 36000 Châteauroux

Nom de l'organisme : Ville de Châteauroux

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3634490



> Informations légales